

Je me fais ici le porte parole de notre chargée d'activités au sein de la DDCSPP (ex DDJS) qui rappelle que certaines modalités de l'agrément Jeunesse et Sports ont changé lors de la transformation des lois en Code du Sport, et demande à ce que les Clubs vérifient leurs statuts afin de se mettre en conformité avec la loi.

En 2002, les dispositions réglementaires permettant l'attribution de l'agrément sport aux associations sportives ont changé, puis ont été reprises à la création du code du sport.

L'article [R121-3 du code du sport](#) indique que :

« Les associations mentionnées à [l'article R. 121-2](#) ne peuvent obtenir l'agrément que si leurs statuts comportent les dispositions suivantes :

1 ° Des dispositions relatives au fonctionnement démocratique de l'association.

Les statuts prévoient :

- a) La participation de chaque adhérent à l'assemblée générale ;
- b) La désignation du conseil d'administration par l'assemblée générale au scrutin secret et pour une durée limitée ;
- c) Un nombre minimum, par an, de réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;
- d) Les conditions de convocation de l'assemblée générale et du conseil d'administration à l'initiative d'un certain nombre de leurs membres ;

2 ° Des dispositions relatives à la transparence de la gestion.

*Les statuts prévoient également :*

*a) Qu'il est tenu une comptabilité complète de toutes les recettes et de toutes les dépenses ;*

*b) Que le budget annuel est adopté par le conseil d'administration avant le début de l'exercice ;*

*c) Que les comptes sont soumis à l'assemblée générale dans un délai inférieur à six mois à compter de la clôture de l'exercice ;*

*d) Que tout contrat ou convention passé entre l'association, d'une part, et un administrateur, son conjoint ou un proche, d'autre part, est soumis pour autorisation au conseil d'administration et présenté pour information à la plus prochaine assemblée générale ;*

*3° Des dispositions relatives à l'égal accès des femmes et des hommes à ses instances dirigeantes. Les statuts prévoient que la composition du conseil d'administration doit refléter la composition de l'assemblée générale.*

*Les statuts comprennent, en outre, des dispositions destinées à garantir les droits de la défense en cas de procédure disciplinaire et prévoir l'absence de toute discrimination dans l'organisation et la vie de l'association. »*